**Modèle d’arrêté**

***de radiation des effectifs pour abandon de poste***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **- …** *(n° d’ordre)*

**portant radiation des effectifs pour abandon de poste**

**de** *Madame ou Monsieur* **…** *(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* *(nom de la commune ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1)

Vu le Code des relations entre le public et l’administration, notamment ses articles L.211-2 et L.211-3

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;**

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale

Vu la circulaire du Premier Ministre FP n°463 du 11 février 1960

Considérant que *Madame ou Monsieur*… *(Nom et prénom de l’agent),* occupant l’emploi de … *(dénomination de l’emploi)*, est absent(*e*) du service sans autorisation ni justification depuis le … *(date)* et qu’il (*elle*) n’a pas repris ses fonctions depuis cette date,

Considérant que l’agent n’a pas donné suite à la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception en date du …, notifiée le …, le sommant de reprendre ses fonctions sous peine d’être radié des effectifs sans procédure disciplinaire préalable ni respect des droits de la défense,

Considérant qu’en abandonnant son poste sans raison valable l’agent a rompu de sa propre initiative le lien qui l’unit avec le-la-l’… *(dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* et s’est placé, par son fait, en dehors du champ d’application des lois et règlements édictés en vue de garantir les droits inhérents à son emploi.

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur*… *(Nom et prénom de l’agent),* est radié*(e)* des effectifs pour abandon de poste

**Article 2 :**

La décision prend effet au … *(date)*

**Article 3 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 4 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à … *(nom de la collectivité territoriale ou de la commune siège de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)